



Journée d'étude du SeGEC

J. Maison (DéFI), M. Borsu (Ecolo), M. Vandorpe (Les Engagés), N. Janssen (MR), M. Di Mattia (PS) et J-P. Kerckhofs (PTB) ©DR

S'approprier les enjeux pour 2024-2029

ARNAUD MICHEL

Ce lundi 25 mars avait lieu la traditionnelle journée d'étude du SeGEC, sous la houlette de l'Institut de formation de l'enseignement catholique (IFEC). À quelques semaines des élections régionales, fédérales et européennes, le sujet s'imposait de lui-même : le mémorandum du SeGEC et sa vision pour l'enseignement pour la législature 2024-2029. L'objectif de cette journée interne était de permettre aux collaboratrices et collaborateurs d'appréhender les propositions du SeGEC.

La journée a débuté par une intervention du secrétaire général du SeGEC, Étienne Michel. Une intervention contextuelle sur les enjeux électoraux des prochains mois, entre les élections générales de juin et les communales et provinciales d'octobre. Étienne Michel a également abordé les grands enjeux identifiés par le SeGEC pour la prochaine législature, qu'il a rappelés dans l'édito de ce numéro d'*Entrées libres*.

Étienne Descamps, directeur du Service d'étude et d'appui à la direction générale, a

poursuivi en parcourant les différentes propositions. Le Service d'étude était en charge de la rédaction du mémorandum, en collaboration avec les différents services, départements et directions par niveau d'enseignement du SeGEC. Étienne Descamps précisait d'emblée que les propositions du SeGEC se voulaient équilibrées et réalistes en regard de la situation financière difficile de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La matinée s'est ensuite clôturée par des ateliers en petits groupes. L'objectif était d'entrer plus en profondeur dans les différents axes du mémorandum. Pour rappel, les 70 propositions du SeGEC sont réparties en différents axes dont la soutenabilité des réformes, la valorisation de la fonction de direction, l'au-delà du tronc commun, les perspectives pour l'enseignement non-obligatoire, le financement de l'enseignement supérieur, l'impulsion au numérique éducatif ou encore l'évolution du contrat social dans l'enseignement.

Durant l'après-midi, la parole était donnée aux partis politiques représentés au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Michel Di Mattia (PS), Marie Borsu (Ecolo), Nicolas Janssen (MR), Jean-Pierre Kerckhofs (PTB), Mathilde Vandorpe (Les Engagés) et Joëlle Maison (DéFI) avaient accepté l'invitation.

Les représentants des partis ont été interrogés sur quelques thématiques importantes et bénéficiaient de 3 minutes pour répondre à chacune des 5 questions. Ces dernières traitaient de sujets pointés par le SeGEC comme des enjeux importants pour les prochaines années. Un exercice difficile durant lequel chacune et chacun a pu exposer les positions de son parti. Avant de répondre à quelques questions posées par l'auditoire. ■



Le mémorandum du SeGEC contient plus de 70 propositions pour l'avenir de l'enseignement.

Pour parcourir et télécharger le mémorandum, rendez-vous sur le site web du SeGEC (www.enseignement.catholique.be) ou scannez le QR Code.

